

Augmentation du nombre d'actes d'extrême droite et xénophobes en Allemagne – un nouveau Rostock-Lichtenhagen ?

Nele Katharina Wissmann

Des situations de départ comparables : années 1990-2015 ?

Le nombre d'attaques racistes dirigées contre des centres d'accueil pour demandeurs d'asile a fortement augmenté ces derniers mois en Allemagne. Selon le gouvernement fédéral, 67 infractions motivées par des idées d'extrême droite ont été enregistrées à l'échelle fédérale au dernier trimestre 2014 – soit plus que pour l'ensemble de l'année 2013. Les attaques étaient menées contre des centres d'hébergement pour réfugiés ou leurs habitants, comme en témoigne notamment la réponse apportée par le ministère fédéral de l'Intérieur à la requête du groupe parlementaire de la *Linke*¹. Ces dernières allaient de l'incitation à la haine raciale à des attaques armées ou à des incendies criminels.

Les observateurs ont noté très tôt et avec inquiétude la ressemblance existant entre le climat sociopolitique actuel et celui des années 1990. Est-ce que l'Allemagne, qui se considère maintenant comme un pays d'immigration (*Einwanderungsland*) ouvert, doit craindre un deuxième Rostock-Lichtenhagen ?

Dans les faits, l'Allemagne réunifiée s'est retrouvée confrontée au début des années 1990 à une forte hausse des demandes d'asile : le nombre de demandeurs

1. Drucksache 18/1399 du 8 mai 2014: <dip21.bundestag.de/dip21/btd/18/013/1801399.pdf>. Pour le premier semestre 2015 le ministère de l'Intérieur a communiqué le chiffre de 202 attaques contre des centres d'hébergement pour réfugiés.

Nele Katharina Wissmann est chargée de mission au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

ISBN : 978-2-36567-431-7
© Tous droits réservés, Paris, Ifri

Juillet 2015

ifri

a atteint des sommets en 1992 avec 440 000 demandeurs² et a ainsi mis l'Allemagne dans une position difficile. En raison de la chute du « rideau de fer » et en particulier de la situation en ex-Yougoslavie, les chiffres ont grimpé au moment même où les problèmes économiques et sociaux liés à la réunification ont gagné en visibilité et ont déclenché des frustrations au sein de la société allemande. Ce climat a été favorisé pour une part non négligeable par la connotation négative donnée aux politiques à l'égard des étrangers et de l'asile lorsqu'elles étaient abordées dans le discours politique dans ces années-là. Dans ce contexte, on peut également noter que les concepts de fraude en matière d'asile (*Asylbetrug*) et de demandeur d'asile économique (*Wirtschaftsflüchtling*) avaient déjà conduit à des débats qui avaient déchaîné les passions dans les années 1980 au sein de la CDU et de la CSU. Pour ces raisons, il est donc peu étonnant que le Parti national-démocrate d'Allemagne (Nationaldemokratische Partei Deutschlands, NPD), le parti d'extrême droite *Die Republikaner* et l'Union populaire allemande (Deutsche Volksunion, DVU) aient connu des succès électoraux importants à l'époque et aient eu ensuite des difficultés dans les années qui suivirent à se maintenir dans le système des partis politiques allemand qui ne laissait aucune place à droite de la CSU.

L'atmosphère xénophobe s'est encore renforcée à l'été 1991 lorsque des exactions ont été menées à Hoyerswerda, en Saxe, contre un foyer pour travailleurs contractuels et un foyer pour réfugiés, prélude à une série d'actes similaires, principalement en Allemagne de l'Est dont le cas le plus connu fut l'attaque de plusieurs jours menée contre une tour habitée par des Vietnamiens à Rostock-Lichtenhagen.

Une augmentation sensible du nombre d'actes d'extrême droite et xénophobes

Peut-on cependant vraiment comparer la situation des années 1990 avec l'état d'esprit actuel en Allemagne ? On ne peut répondre ni par oui, ni par non à cette question avec certitude. Il convient d'observer que l'Allemagne reçoit la plupart des demandes d'asile à l'échelle européenne. L'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, BAMF) avait pronostiqué pour l'année 2014 au total 200 000 demandes d'asile – pronostic qui fut atteint avec 202 000 demandes. En 2015, il ne faut pas s'attendre à une réduction de l'immigration d'asile en direction de l'Allemagne en raison de la crise persistante en Syrie, de la dégradation de la situation en Irak et d'autres conflits. C'est pourquoi le BAMF a tout d'abord revu à la hausse ses prévisions en portant à 250 000 le nombre estimé de personnes déposant une première demande avant de le réaugmenter pour le passer à 400 000³. En conséquence, l'Allemagne s'approche ainsi des chiffres de 1992.

2. « Migration und Asyl in Zahlen », Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, 2004, S. 47.

3. Communiqué de presse du 7 Mai 2015, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, disponible sur : <www.bamf.de/SharedDocs/Meldungen/DE/2015/20150507-prognose-asylantraege-2015.html>.

En revanche, il est plus difficile de comparer le nombre d'actes xénophobes car le cadre de référence nécessaire à toute comparaison manque tout simplement. Jusqu'en 2001, de tels actes étaient recensés dans les statistiques officielles uniquement s'ils avaient pour objectif de mettre à mal l'ordre libre et démocratique. Les délits xénophobes mais aussi les attaques visant des sans-abris et des homosexuels n'étaient jusqu'à ce jour pas enregistrés comme des délits contre la sécurité de l'État. Pour l'année 2014, le Rapport sur la protection de la constitution (*Verfassungsschutzbericht*) répertoriait une augmentation du nombre d'actes d'extrême droite, qui seraient passés de 801 en 2013 à 990 en 2014. Cela correspond à une progression de 24 %. Avec 512 délits, les actes xénophobes représentent la plus grande part des actes violents et atteignent ainsi de fait leur niveau le plus élevé depuis l'introduction du système statistique cité ci-dessus.⁴

Au regard des années 1990, deux constats peuvent toutefois être faits malgré l'absence d'un cadre de référence. Premièrement, avec le triplement des délits contre des foyers pour demandeurs d'asile qui sont passés de 55 en 2013 à 170 en 2014, on a aussi bien affaire à ce que l'on appelle des délits de propagande qu'à des dégradations de biens et des incendies. Comme cela avait été le cas dans les années 1990, les dommages corporels collatéraux semblent de mieux en mieux « acceptés » par les coupables. Deuxièmement, la capacité de mobilisation de l'extrême droite a entre-temps régressé. Alors qu'il y avait eu 241 manifestations en 2013, il n'y en a eu « que » 225 en 2014. De surcroît, les partis d'extrême droite sont confrontés à une profonde crise personnelle et stratégique. Le NPD est passé à côté d'une entrée au Parlement régional en Saxe (4,95 %), en Thuringe (3,6 %) et au Brandebourg (2,2 %), anciens bastions du parti. Cette régression ne s'opère cependant pas de la même façon dans les différentes régions. Par ailleurs, le *skinhead* portant des *rangers* ne symbolise certainement plus l'extrême droite dans la société allemande actuelle. Cela ne signifie pas en revanche que cette dernière n'existerait plus en Allemagne. Plus que jamais se pose la question de savoir pourquoi elle arrive à se maintenir avec tant de résistance alors que la situation économique est stable, en comparaison avec le reste de l'Europe, que l'Allemagne se perçoit désormais comme un pays d'immigration et que même la chancelière chrétienne-démocrate a confirmé l'appartenance de l'islam à l'Allemagne.

Mutation profonde de l'extrême droite depuis les années 1990

Les positions islamophobes, en particulier, semblent de plus en plus tolérées au sein de la société. En effet, selon un sondage de la Fondation Bertelsmann, 57 % des Allemands voient aujourd'hui l'islam comme une menace, 40 % se sentent « étrangers dans leur propre pays » et 24 % préféreraient interdire totalement l'immigration aux musulmans⁵. Ce climat a été ensuite exploité – c'est là la nouveauté – par des mouvements comme Pegida (Patriotische Europäer gegen die

4. Verfassungsschutzbericht 2014, disponible sur: <www.verfassungsschutz.de/embed/vsbericht-2014.pdf>

5. « Religionsmonitor : Die Wahrnehmung des Islams in Deutschland », Gütersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung, 2015.

Islamisierung des Abendlandes [Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident]), des groupuscules islamophobes comme Pro-Deutschland et le site internet *Politically Incorrect*. Certes, l'âge d'or du mouvement Pegida marqué par des dizaines de milliers de manifestants est terminé. Cependant, de nouveaux objectifs comme par exemple la participation aux prochaines élections régionales ont déjà été annoncés : la réussite d'une telle candidature demeure cependant hypothétique. Avec l'élection de Frauke Petry à la tête du parti Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD), l'aile nationale-conservatrice a remporté une victoire sur le groupe des créateurs du parti d'orientation économique libérale. Même dans ce cas, il est peu vraisemblable que le parti se maintienne durablement dans cette position au sein du système partisan allemand, même si, en principe, il semble qu'il y ait réellement de la place à droite de la CSU pour un parti.

On peut difficilement lier l'augmentation du nombre d'actes xénophobes aux partisans de Pegida. Ce que l'on peut prouver, c'est qu'ils sont perpétrés par les milieux d'extrême droite qui se sont de leur côté fortement radicalisés et qui s'en sont pris à des policiers, des journalistes et des politiques, par exemple sous les traits de Nationalistes autonomistes (Autonome Nationalisten, NA). Le mouvement Pegida a cependant sensiblement enflammé le débat autour de la politique d'asile et d'intégration. Depuis les premières manifestations de Pegida fin octobre 2014, le nombre d'agressions à caractère raciste aurait doublé par rapport à la période de trois mois précédant ces événements, passant de 33 exactions à 76 selon une étude du *ARD-Magazin Report Mainz*⁶. On voit ainsi qu'au sein de la société allemande une atmosphère d'inquiétude domine et ouvre la voie à des actes xénophobes et d'extrême droite.

Il reste à souligner que, même si les initiatives citoyennes contre des foyers pour réfugiés se multiplient. Sur le fond, 67 % des citoyens de la République fédérale sont inquiets des attaques menées contre de tels foyers selon un sondage de Forsa. C'est seulement auprès des adhérents de l'AfD que 39 % des répondants ne se disent pas préoccupés⁷.

Au vu de l'augmentation du nombre d'actes xénophobes en Allemagne, on peut faire les recommandations d'actions suivantes :

1. Pendant trop longtemps, les décideurs se sont focalisés sur le parti d'extrême droite, le NPD, et sur une possible procédure d'interdiction. L'extrême droite a cependant profondément changé en Allemagne depuis les années 1990. Elle s'est à la fois radicalisée (à l'exemple des Nationalistes autonomistes) et embourgeoisée (à l'exemple des certains membres du mouvement Pegida et du parti AfD). Face à ces deux constats, il est maintenant nécessaire de développer des outils efficaces.

6. Report Mainz du 28 janvier 2015.

7. Sondage Forsa pour *Stern* du 8 juillet 2015, disponible sur :

<www.stern.de/politik/deutschland/deutsche-sorgen-sich-um-fluechtlinge---afd-anhaenger-um-zu-viele-asylbewerber-6335946.html>.

2. Passer sous silence le mouvement Pegida dans un premier temps puis le marginaliser furent incontestablement des mauvaises réactions des élites politiques en Allemagne. On doit dans un premier temps s'interroger sur l'origine de cette ambiance islamophobe fortement répandue en Allemagne. Les formats existants, comme par exemple la Conférence sur l'Islam (*Islamkonferenz*), ne semblent pas très efficaces. Un nouveau dialogue ouvert sera donc nécessaire. Il faudrait également communiquer plus clairement sur l'accueil des demandeurs d'asile. Par le biais d'un traitement plus rapide des demandes d'asile, les demandeurs issus de pays instables pourraient se voir proposer plus rapidement des perspectives en Allemagne et connaître une intégration plus facile.
3. La radicalisation des milieux d'extrême droite a été prouvée au plus tard par la série de meurtres de 2000-2006 perpétrés par un groupuscule d'extrême droite, le *Nationalsozialistischer Untergrund* (NSU), contre des personnes issues de l'immigration. L'extrémisme violent, qu'il soit d'extrême droite ou salafiste, pose de nouveaux défis à l'Allemagne et devrait être traité avec la plus haute priorité.